

**LES ENSEIGNANTS IRANIENS ANNONCENT
UNE ANNÉE SCOLAIRE 2021--2022
BIEN MOUVEMENTÉE POUR LE RÉGIME**

SEPTEMBRE
2021

RAPPORT
MENSUEL



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

Les enseignants iraniens annoncent une année scolaire 2021-2022 bien mouvementée pour le régime

Le mois de septembre a été marqué par les sit-in et les manifestations du corps enseignant dans tout le pays. La moitié des enseignants iraniens sont des femmes. À l'approche de la Journée mondiale des enseignants, nous avons consacré le bulletin mensuel de septembre aux manifestations des enseignants iraniens et aux obstacles qu'ils rencontrent pour mener une vie décente.

Les protestations des enseignants ont pris un nouvel essor en septembre. Les manifestations coordonnées se sont étendues à 40 villes et 20 provinces le 25 septembre, date de la rentrée scolaire en Iran.

Dans presque tous les jours du mois de septembre, des milliers d'enseignants sont descendus dans la rue pour ont crier leurs revendications contre les dirigeants oppressifs de l'Iran. Les femmes ont joué un rôle prépondérant dans toutes ces protestations. Au moins 113 actes de protestation ont ainsi été enregistrés en septembre, dont :

- 20 jours de protestations 24 heures sur 24 à Téhéran par des enseignants ayant des "bulletins verts" (certificat d'embauche émis après examen par le ministère de l'éducation)
- 21 manifestations dans différentes villes
- Trois mouvements de protestation national, coordonnés dans 70 régions

Les protestations nationales qui se poursuivent depuis des années en réaction aux conditions de vie précaires des enseignants iraniens sous le régime clérical ont culminé avec le suicide de quelques enseignants ces derniers mois.

Un enseignant s'est immolé à Ispahan en juillet en raison de difficultés financières. Le 16 septembre, un professeur de mathématiques s'est suicidé dans la province de Fars parce qu'il n'avait pas pu effectuer un dépôt anticipé de 5 millions de tomans pour recevoir un prêt de 50 millions de tomans.

Alors que le seuil de pauvreté s'élève actuellement à 14 millions de tomans (497 dollars), un enseignant ne dispose même pas de cinq millions de tomans (177 dollars) pour subvenir aux besoins les plus élémentaires de sa famille.

Libérez tous les enseignants emprisonnés !

Les protestations nationales des enseignants iraniens annoncent une nouvelle année scolaire mouvementée pour le régime clérical. Et le régime devra s'attendre à davantage de protestations coordonnées sur le plan national par les enseignants.

"Libérer tous les enseignants emprisonnés" était l'une des revendications des manifestations des enseignants iraniens.

Des dizaines d'enseignants sont derrière les barreaux, dont plusieurs femmes. Nahid Fat'halian, Zeinab Hamrang, Zahra Mohammadi sont parmi les enseignants actuellement incarcérés pour leur activités syndicales. Les deux premières ont contracté le Covid-19 dans la prison d'Evin.



Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a récemment convoqué Mahboubeh Farahzadi, une enseignante à la retraite et une militante des droits des femmes et des enseignants.

Le plan de classement des enseignants

La mise en œuvre du plan de classement des enseignants était la demande la plus cruciale des enseignants dans les manifestations de septembre.

Ce plan répartit les enseignants en cinq catégories en fonction de leur expérience professionnelle, de leur expertise et de leurs compétences. Il s'applique aux enseignants ayant au moins 21 ans d'expérience professionnelle. Les enseignants sont promus d'un rang tous les cinq ans. Ceux qui travaillent dans les régions défavorisées, frontalières et nomades gagnent un rang tous les quatre ans.



Selon le système de classement, le salaire et les avantages des cinq rangs d'enseignants doivent être égaux à 80 % du salaire et des avantages des membres des facultés de sciences des universités de même rang. Ce plan a pris force de loi dans le cadre du système éducatif. Un enseignant retraité doit également recevoir au moins 90 % du salaire d'un enseignant en activité de même rang.

Le plan de classement des enseignants a été proposé pour la première fois en 2004. Le gouvernement est obligé de mettre en œuvre ce plan depuis mars 2011, mais il ne l'a pas encore fait. (The state-run Eghtesadonline.com - 29 septembre 2021)

La commission parlementaire de l'éducation a déjà adopté le projet de loi, et le gouvernement a été obligé de rédiger les règlements exécutifs du régime de classement dans les plus brefs délais. (L'agence de presse officiel Tasnim - 17 mai 2021)

Le régime clérical a promis de classer 503 000 enseignants employés officiellement d'ici mars 2022. (Site officiel Eghtesadonline.com - 5 juillet 2021)



Pourquoi le régime ne tient-il pas ses promesses?

L'économie iranienne est en faillite. Le gouvernement fait face à un déficit budgétaire et sera confronté à une inflation encore plus élevée d'ici la fin de l'année. Dans ces circonstances, il ne peut allouer des fonds à des questions vitales et précieuses, telles que l'éducation, la santé, les ressources naturelles, l'environnement, etc. Le gouvernement ne dispose donc pas du budget nécessaire pour mettre en œuvre le plan de classement des enseignants.

"Les ressources financières pour la mise en œuvre du plan de classement des enseignants doivent être définies dans le budget 2022", a déclaré Asghar Salimi, membre de la Commission économique du Parlement.

Salimi a ajouté : "Actuellement, le principal obstacle au classement des enseignants est l'absence de financement et de crédit suffisants pour le mettre en œuvre. Le Conseil des gardiens rejette les

plans qui n'ont pas de sources de financement spécifiques." (Le site officiel Eghtesadonline.com, citant l'agence de presse ISNA - 4 septembre 2021)

Le vice-président de la commission parlementaire de l'éducation, Mehdi Esmaili, s'est également exprimé ainsi sur le plan de classement des enseignants : "(La mise en œuvre du plan) nécessite un budget de 30 000 à 40 000 milliards (Tomans) (environ 1,07 milliard à 1,42 milliard de dollars). Le seul problème est le financement. Le gouvernement a annoncé 15 000 milliards de Tomans (533 millions de dollars) pour la mise en œuvre de ce plan ; un montant largement insuffisant." (Le site officiel Eghtesadonline.com - 18 septembre 2021)

En comparaison, le régime consacre la part du lion de son budget à la chasse à l'arme atomique, au contournement illégal des sanctions et au financement de groupes terroristes à l'étranger, notamment le Hezbollah au Liban et la guerre en Syrie. Ajoutez à cela les détournements de fonds et les vols à grande échelle des responsables du régime.

Par conséquent, le régime clérical n'a aucune intention de mettre en œuvre le plan de classement des enseignants. Le gouvernement de Raisi a repoussé la date limite de la mise en œuvre à la dernière semaine d'août. Pourtant, il ne l'a pas mis en œuvre malgré les manifestations des enseignants. Au lieu de répondre aux revendications des enseignants, le régime clérical veut les maintenir dans la précarité pour les empêcher de descendre dans la rue.

Les salaires des enseignants sont bien en dessous du seuil de pauvreté.

Les enseignants forment les générations futures. Pour cette raison, un enseignant ne devrait avoir d'autres préoccupations que d'éduquer ses élèves. Mais en Iran, les salaires des enseignants ne couvrent pas leurs frais de subsistance, surtout si l'on tient compte de l'inflation actuelle.

Selon les dernières statistiques disponibles, le ministère de l'éducation est le ministère qui couvre le plus grand nombre d'employés, avec 1 013 655 enseignants et personnel administratif.

Seuls les enseignants employés par le ministère de l'Éducation sont considérés comme officiellement engagés. Le ministère de l'éducation n'emploie pas officiellement la plupart des enseignants en Iran.

Des sociétés privées engagent des enseignants sur des contrats non officiels et temporaires. Les enseignants non officiels portent différents noms, mais ils sont tous exploités par le régime. Leurs salaires sont bien inférieurs au salaire minimum fixé par le ministère du Travail. Par ailleurs, ils ne bénéficient d'aucun avantage, d'aucune assurance, d'aucune rémunération pour les heures supplémentaires, etc.

Les enseignants occasionnels, les enseignants qui vendent leurs services et les enseignants sous-traitants sont les principaux enseignants non officiels en Iran. Avec les enseignants à la retraite et les enseignants qui passent leur service militaire, les enseignants non officiels enseignent dans les écoles publiques. Ils compensent une grande partie de la pénurie de main-d'œuvre du ministère de l'éducation mais ne sont jamais officiellement employés.

Les enseignants officiels reçoivent un salaire mensuel de 5,8 millions de tomans (206 dollars).



Le salaire minimum pour les enseignants à temps plein dans les écoles non publiques est de 3 800 000 Tomans (135 \$) avec une assurance de 9 mois. (L'agence de presse publique PANA - 13 août 2021)

Le ministère de l'éducation n'a aucune obligation d'employer des enseignants occasionnels qui reçoivent des salaires et des avantages bien inférieurs à ceux des enseignants officiels. Les salaires des enseignants occasionnels dans les écoles publiques sont maigres. Selon leur niveau d'études, du diplôme d'études secondaires au doctorat, les enseignants occasionnels reçoivent entre 18 000 et 23 000 tomans par heure (64 à 80 cents). Par exemple, avec 10 heures d'enseignement par mois, un enseignant recevra entre 180 000 (6,4 \$) et 230 000 Tomans (8 \$), payé généralement avec un retard de plusieurs mois.

99% des enseignants vivent sous le seuil de pauvreté

Le Centre national des statistiques a annoncé que l'inflation annuelle a atteint 43% en juin 2021. (Le site officiel Shahraranews.ir - 26 juin 2021)

Ghaffar Jalali, un professeur de mathématiques, a déclaré à Etemadonline : "En dehors des hauts fonctionnaires, 99% de nos collègues vivent sous le seuil de pauvreté." (Le site officiel salamatnews.com - 28 septembre 2021)

À propos de l'augmentation du seuil de pauvreté, Mohammad-Reza Mahboubfar, sociologue, a déclaré : "Le seuil de pauvreté d'une famille de quatre personnes était estimé à une moyenne de 12 millions de tomans (426 dollars) par mois en mars 2021. Aujourd'hui, le seuil de pauvreté a atteint 14 millions de Tomans (497 \$) par mois." (L'agence de presse ROKNA - 25 juillet 2021)

Le panier alimentaire d'une famille de 3,3 personnes dépassait 3 millions de Tomans (106,5 \$) par mois à la fin du printemps. (L'agence de presse étatique Shahraranews.ir - 26 juin 2021)

Bien entendu, l'achat de détergents, les soins de santé, les vêtements, les frais de transport, l'eau, l'électricité et le gaz ne sont pas pris en compte dans le calcul du coût du panier alimentaire. Comment un enseignant, en particulier une femme chef de famille, pourrait-il subvenir aux besoins de ses enfants avec des salaires mensuels aussi bas ?



Le ministère s'abstient d'employer officiellement les enseignants

Le ministère de l'Éducation fait face à un manque de 197 000 effectifs. (Le site officiel Eghtesadonline.com - 25 septembre 2021)

Auparavant, Hamid Reza Haji Babaii, le chef de la faction des enseignants au Parlement, avait annoncé que le manque de main-d'œuvre était de 300 000 personnes. (L'agence de presse officiel Tasnim - 15 août 2021)

Malgré la pénurie, le ministère de l'éducation refuse d'employer officiellement les enseignants temporaires.

L'un des exemples les plus évidents d'enseignants qui restent sans emploi est celui des enseignants ayant obtenu un bulletin vert. Ils ont passé l'examen d'embauche du ministère de l'éducation l'année dernière, mais n'ont toujours pas été employés par le ministère à ce jour. Ils ont organisé un rassemblement de protestation et un sit-in de 20 jours devant le bâtiment du ministère à Téhéran.

"De temps en temps, des gens se rassemblent devant le ministère de l'Éducation, tiennent des pancartes et scandent des slogans", écrit le site officiel Didarnews.ir. "Un jour, les enseignants qui externalisent, le lendemain, les employés de service, un jour, les enseignants occasionnels, et un autre jour, les enseignants étudiants. Et le plus récent de ces rassemblements a été celui des enseignants détenant le bulletin vert qui a repris en septembre. Lors de leurs sit-in 24 heures sur 24, ces derniers n'avaient qu'une seule revendication auprès du ministère de l'éducation : un emploi officiel !" (Le site officiel Didarnews.ir - 8 septembre 2021)

Le régime ne veut pas payer les salaires complets et les assurances des enseignants en les employant officiellement. Comme les ouvriers et les infirmières, les enseignants sont contraints de travailler par l'intermédiaire de sociétés contractantes tierces qui opèrent sans aucune supervision dans un tel système. Les enseignants travaillant sous contrat temporaire ne bénéficient pas des avantages accordés par le ministère de l'éducation aux enseignants employés officiellement.

La situation est pire dans les petites villes. Le salaire mensuel moyen des enseignants des écoles non publiques est d'environ 600 000 à 800 000 tomans (21 à 28 dollars). Ce faible montant ne concerne que l'année scolaire et ne couvre pas les 12 mois de l'année.



Le nouvel esclavage

Les médias officiels qualifient l'exploitation des enseignants, qui ont 20 ans d'expérience, de "nouvel esclavage".

Nombre de ces contrats privent les enseignants du droit de porter plainte. Ces enseignants, principalement des femmes, sont contraints de signer le contrat pour nourrir la famille. Elles perdent leur emploi au moindre incident, comme une grossesse, une maladie ou une protestation contre les bas salaires. (L'agence de presse ROKNA - 12 juillet 2021)

De nombreux enseignants travaillant dans des écoles privées reçoivent un salaire mensuel de 500 000 à 1 million de tomans (17,5 à 35,5 dollars), ce qui correspond à seulement 5 à 10 jours de travail. (Le site officiel iscanews.ir - 5 juillet 2021)

"Nous enseignons dans les écoles. Notre sélection a été formelle et permanente. Après tout, nous sommes dans le système du ministère de l'Éducation, mais ils ne nous reconnaissent pas. Ils disent que parce que nous travaillons dans des écoles privées, nous ne pouvons pas prétendre être officiellement employés", a déclaré une enseignante. (L'agence de presse officiel Fars - 3 juillet 2021)

Une autre enseignante a déclaré : "Depuis le mois de mai dernier (2020), les enseignants ont fait bloc et ont organisé de grands rassemblements devant le parlement pour réclamer un emploi officiel. Cependant, les députés disent que parce que vous travaillez dans des écoles privées, vous

ne pouvez pas exiger d'être employé officiellement. Avec huit ans d'expérience et 25 heures d'enseignement par semaine, mon salaire est de 1 375 000 tomans (49 \$). Je ne bénéficie d'aucune assurance, alors qu'un enseignant officiel de l'école primaire ayant les mêmes heures de travail reçoit un salaire mensuel d'au moins 4 millions de Tomans (142 \$)." (L'agence de presse officiel Fars - 3 juillet 2021)

Les crises ne sont ni résolues ni terminées

Une partie des crises de l'éducation est liée aux droits des enseignants. À ces problèmes, il faut ajouter le tsunami des retraités et le classement des enseignants, les élèves déscolarisés, les enseignants des écoles privées, la pénurie de main-d'œuvre pour les élèves en difficulté, etc.

Sous le règne médiéval du régime des mollahs, "les crises ne sont ni résolues ni terminées. Nous ne faisons que passer d'une crise à l'autre", écrivait le 8 septembre 2021 le site officiel Didarnews.ir.